

MAUREL, Marie-Claude (2021) *Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990 – Faisceau de droits, relations de pouvoir*. Presses universitaires de Franche-Comté, 246 p. (ISBN 978-28486-7873-5)

Kim Pawliw

Volume 65, numéro 183, décembre 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1093682ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1093682ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pawliw, K. (2020). Compte rendu de [MAUREL, Marie-Claude (2021) *Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990 – Faisceau de droits, relations de pouvoir*. Presses universitaires de Franche-Comté, 246 p. (ISBN 978-28486-7873-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 65(183), 366–367. <https://doi.org/10.7202/1093682ar>

de l'urbanisation à partir de l'objet social que représente l'atelier, et qu'il appelle le « projet métropolitain ».

L'ouvrage est découpé en six chapitres et s'étale sur 370 pages. Une introduction générale traite des mutations et de l'évolution de l'atelier, ainsi que de son lien avec la ville de São Paulo. Par la suite, en introduction toujours, l'auteur brosse un tableau des spécificités de cette métropole et, enfin, il présente l'enquête de terrain et les données statistiques de son étude. Le premier chapitre fait état de la croissance urbaine de Sao Paulo, et de son décollage démographique et industriel, avant de raconter l'arrivée du vêtement bon marché, avec la diversification de la confection de Rio de Janeiro vers São Paulo. L'auteur retrace aussi la trajectoire de l'industrie de la confection dans l'économie brésilienne des années 2000, tout en précisant que la main-d'œuvre y est majoritairement féminine et migrante. Le deuxième chapitre porte sur l'industrialisation et l'immigration, particulièrement dans le Bràs et le Bom Retiro où les ouvriers étrangers quittent les plantations afin de rejoindre la métropole pour travailler dans les ateliers de confection. L'auteur note le déclin et le repeuplement du centre malgré le maintien de la confection, des années 1950 aux années 2000. Dans le chapitre suivant, on observe la situation de l'immigration internationale au Brésil, notamment l'arrivée des Paraguayens et des Boliviens en quête de travail dans les ateliers de confection de la métropole. Puis, le chapitre IV met en exergue la définition des ateliers de confection, le travail à domicile, la sous-traitance, son encadrement et la main-d'œuvre concernée. L'auteur établit une typologie des ateliers, ainsi que de leur organisation. Il note que le fait de travailler et de se loger dans un même espace pose un problème, que la distinction entre l'espace de travail et le lieu de vie reste primordiale, et il explique comment s'effectue l'insertion dans le bâti du tissu urbain. Le cinquième chapitre rapporte que les ouvriers ont des carrières brèves dans la confection, et que la majorité d'entre eux développent un sentiment de frustration à cet égard. Peu d'entre eux réussissent dans ce domaine. Ce chapitre décrit aussi la vocation entrepreneuriale des migrants internationaux, dont beaucoup travaillent en entreprise familiale, notamment dans les *sweatshops*, ces établissements de misère que constituent souvent les ateliers de couture. Le dernier chapitre montre le recul de l'industrie et le développement des services dans la ville. Une réorganisation et une reterritorialisation du secteur de la confection s'avèrent donc nécessaires. Pour cela, l'option du centre-ville avec sa forte densité urbaine est un choix obligatoire, bien que

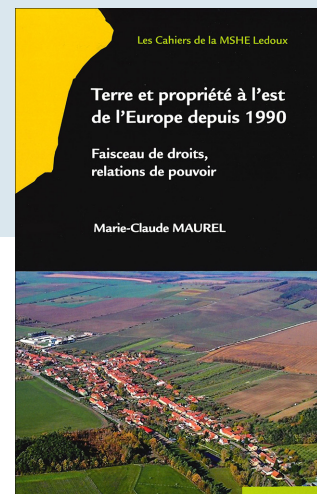
ce secteur se soit développé par la suite en banlieue avec des projets entrepreneuriaux familiaux.

Le fait de considérer l'atelier de confection comme un objet d'étude, un objet géographique, a permis d'explorer efficacement la relation qui existe entre l'immigration et la métropole, ainsi que les différentes formes d'évolution de la société urbaine. Le fil conducteur de ce livre, représenté par l'atelier de confection, son organisation productive et ses relations sociales, offre une vision sur l'univers dans lequel se trouve la confection, nourrie par la dynamique des migrations et traçant dès lors une trajectoire urbaine, démographique et économique au sein de la société brésilienne du XX^e siècle.

Rofia Abada Arzour

Université Salah Boubnider Constantine 3

MAUREL, Marie-Claude (2021) *Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990 – Faisceau de droits, relations de pouvoir*. Presses universitaires de Franche-Comté, 246 p.
(ISBN 978-28486-7873-5)



Dans son ouvrage *Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990 – Faisceau de droits, relations de pouvoir*, Marie-Claude Maurel cherche à retracer les changements dans la structure agraire de l'Europe centrale depuis l'effondrement des régimes socialistes (1989-1991), donc depuis la décollectivisation et le passage à l'économie de marché. Les gouvernements postsocialistes ont entamé un long processus qui redéfinit les régimes de propriété foncière et les modes d'exploitation de la terre, variant notamment en fonction de contextes historiques, idéologiques, juridiques et politiques. Afin d'examiner ces processus, Maurel se questionne sur la composition du « faisceau de droits », défini comme « les droits et les devoirs que détiennent les individus ou les groupes sur les objets de propriété » (p. 11) et sur les interactions, ainsi que les rapports de pouvoir entre les divers acteurs, possédant chacun leurs propres intérêts. Adhérant au paradigme de dépendance au chemin (*path dependency*), l'auteure examine les structures agraires

passées afin d'interpréter les changements plus récents survenus depuis la décollectivisation. Ainsi, elle invite à « penser le changement de système et son impact sur les structures agraires dans l'historicité des trajectoires » (p. 40). Basé sur une recherche empirique de trois décennies incluant des enquêtes de terrain, de l'observation *in situ* et des données provenant de services statistiques, l'ouvrage est divisé en 10 chapitres regroupés en trois sections représentant, en ordre chronologique l'émergence, la formation et la consolidation des régimes de propriété.

Tout au long de son livre, Maurel se concentre sur de nombreuses échelles – locale, nationale, supranationale – ainsi que sur les rapports entre celles-ci, ce qui permet de mettre en relation les processus d'acquisition des terres, les régulations foncières des gouvernements nationaux et les standards imposés par l'Union européenne à la suite de l'adhésion dans les années 2000. Elle débute son analyse en se questionnant sur la reconnaissance de la propriété privée et sur l'attribution des droits de propriété par les gouvernements postsocialistes au lendemain de la décollectivisation agricole. De nombreux acteurs aux intérêts variés émergent et la difficulté réside en la désignation des propriétaires légitimes. La pertinence du paradigme de dépendance au chemin prend tout son sens dans la mesure où l'attribution est dictée par une forme de « nostalgie réparatrice, visant à restaurer un passé idéalisé » (p. 73), signifiant un passé antérieur à la collectivisation où l'image de la société paysanne prédomine.

Dans un contexte d'augmentation du nombre de propriétaires potentiels, plus nécessairement actifs dans le secteur agricole, Maurel fait ressortir deux tendances principales, soit la fragmentation foncière et la dissociation entre la propriété et l'exploitation de la terre, d'où la dispersion du faisceau de droits. De nouvelles formes sociales apparaissent, souvent en tenures inversées, qu'il s'agisse de petites exploitations paysannes ou de grandes exploitations sociétales. L'achat ou la location des terres par ces dernières contribue à reconstituer partiellement le faisceau de droits.

L'auteure se penche également sur l'effet d'une instance supranationale – l'Union européenne (UE) – dans la structure agraire, particulièrement dans le mode d'acquisition des terres. Tandis que les régulations des pays postsocialistes accentuent la protection de leurs terres contre les investissements étrangers, l'adhésion à

l'UE (2004-2007) impose des politiques communes aux États membres, ouvrant le marché foncier aux acquéreurs européens. Deux principes dichotomiques sont donc mobilisés, soit la souveraineté des États postsocialistes où la terre possède une valeur symbolique primordiale liée à l'identité nationale (image héritée du passé idéalisé) contre l'acquis communautaire imposé par la législation européenne. À la suite d'un moratoire de plusieurs années, les politiques de l'UE ont contribué à favoriser les grandes exploitations et une puissante oligarchie au détriment des petites exploitations paysannes, ce qui contribue à remembrer le faisceau de droits.

L'ouvrage de Maurel représente une contribution importante aux études des espaces ruraux des pays d'Europe centrale où sont alliées une perspective historique mise en œuvre par le paradigme de la dépendance au chemin et une perspective comparative en faisant ressortir les particularités des différents pays à l'étude². L'auteure démontre habilement les difficultés et les décisions prises dans l'établissement de la propriété privée de ces pays postsocialistes, ces dernières étant liées à un passé idéalisé d'une époque antérieure à la collectivisation. Selon cet idéal, la terre recèle une importance nationale qui entre en concurrence avec la vision communautaire européenne. Dans ce contexte, plusieurs couples s'opposent en faisant valoir chacun leurs intérêts et leurs relations de pouvoir : propriétaires et exploitants de la terre, petites et grandes exploitations, nationaux et ressortissants étrangers, États souverains et Union européenne.

Kim Pawliw

Université Laval

2 Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Pologne, Lituanie, Bulgarie, Roumanie.